

LES OPPOSANTS AU 10^e CONGRÈS DU FLN AVERTISSENT :

«La base risque de se radicaliser»

Les opposants au 10^e congrès du FLN avertissent du risque de radicalisation de la contestation au sein des structures de base du vieux front.

M. Kebci - Alger (Le Soir) - A l'origine de cette «ambiance électrique» qui prévaut au sein de la base militante du FLN, la grogne parmi les militants, engendrée par le procédé de désignation des participants au prochain congrès tant controversé. Ceci a contrario des textes régissant le fonctionnement du parti et qui prévoient des assemblées générales au niveau des kamas du parti pour l'élection des délégués à ce 10^e congrès. Ce qui, à se fier à moult sons de cloche, n'aurait pas été de mise puisque cette règle universelle a été reléguée au profit de la désignation et la cooptation avec

comme seuls critères : l'argent et l'allégeance. «Au diable le parcours au sein du parti, l'ancienneté», commente dans ce sens Nadia Hannachi, députée de Sétif et membre du Comité central. Notre interlocutrice, qui dit s'attendre à une multiplication de délégations de congressistes entre ceux désignés et ceux qui crient justement à leur «isolement», étayera son propos par le cas d'un «vieux militant traînant près de 42 ans de militantisme au sein du parti et qui est écarté du congrès».

La même appréhension chez Kassa Aïssi qui craint le «pire» du fait de la «cacophonie en

vue». Car la base qui «grouille» ne compte pas se laisser faire et entend manifester son courroux ce lundi en décidant d'un sit-in devant le siège national du parti, à Hydra. «C'est une manifestation des militants de base», précisera-t-il. L'ancien chargé de la communication du FLN fera part, par ailleurs, de la poursuite de la collecte des paraphes des membres du Comité central s'opposant à ce 10^e congrès qu'il qualifie de «préfabriqué». Parallèlement à cette action, les députés du parti, qui ont décidé de rejoindre la contestation, devront se réunir ce lundi pour «affiner leur fronde». Ce qui a fait réagir les députés acquis au secrétaire général. Selon notre interlocuteur, le nouveau chef du



Kassa Aïssi craint le pire.

Photos : DR

groupe parlementaire, Mohamed réunion pour contrecarrer cette Djemaï, a programmé dans initiative des députés frondeurs. l'après-midi de ce lundi, une

M. K.

PROCÈS KHALIFA : L'EX-MINISTRE DES FINANCES

A TÉMOIGNÉ HIER

Djellab enfonce Moumène Khalifa

Mohamed Djellab a apporté, hier, en sa qualité d'ex-administrateur provisoire de Khalifa Bank, un démenti aux propos de Moumène Khalifa, selon lesquels il a laissé 97 milliards de dinars dans la trésorerie, après son départ. Le témoignage de l'ex-ministre des Finances aura été un coup dur pour l'ex-golden boy, en ce sens qu'il a jugé que Khalifa Bank était irrécupérable. D'où l'option de la liquidation.

De notre envoyé spécial à Blida, Mehdi Mehenni



Mohamed Djellab.

L'ex-ministre des Finances, Mohamed Djellab, est passé, hier, à la barre du tribunal criminel près la cour de Blida, pour témoigner de la situation financière qu'il a trouvée à Khalifa Bank, après sa désignation, en novembre 2002, comme administrateur provisoire.

Une situation financière qu'il commence à décrire devant le juge Antar Menouar, comme étant totalement déséquilibrée. Aux propos que Moumène Khalifa a soutenus au début du procès, soutenant qu'il a laissé 97 milliards de dinars dans la trésorerie de la banque, après son départ, Mohamed Djellab a apporté un démenti ferme. Il explique, d'ailleurs, qu'il y a nuance entre les ressources d'une banque et sa trésorerie. En clair, il précise que les 97 milliards de dinars dont parle Moumène Khalifa sont peut-être constitués de biens appartenant au groupe, et qui peuvent être immobiliers, avions, voitures ou même argent. Alors que la trésorerie, c'est l'argent des déposants qui la constitue. Et à ce niveau, il affirme que Khalifa Bank était même endettée auprès de ses clients.

Plus grave encore, il estime que la somme que l'ex-golden boy prétend avoir laissée dans la trésorerie de la banque est plutôt, ou presque, le trou financier à l'origine du scandale. Des déclarations qui amèneront le juge à demander si «après un tel constat, Moumène Khalifa, qui a fui le territoire

national, a le droit de protester», comme il l'a fait au début du procès. Mohamed Djellab rétorque que l'important n'est pas que Moumène Khalifa ait quitté le pays ou non. Il considère que l'intérêt est de savoir comment tout cet argent s'est volatilisé. Sur ce chapitre, il précise encore que les crédits contractés par des particuliers représentent entre 12 et 14% du déficit. Le plus gros des 97 milliards de dinars disparus a été caché dans des comptes d'ordre. L'argent était ainsi hors de portée de toute traçabilité. Et pour mieux schématiser la gestion des fonds à cette époque, il fait savoir qu'à son arrivée à Khalifa Bank comme administrateur provisoire, il a trouvé 4 milliards de dinars dans les caisses de la banque. Une somme, explique-t-il, qu'il est insensé de garder à ce niveau, d'abord par mesure de sécurité mais aussi parce que les opérations qui peuvent être effectuées avec les clients ne nécessitent en aucun cas un tel cumul de liquidité. Mohamed Djellab soutient que les 4 milliards de dinars devaient se trouver à la Banque centrale.

Les reproches de la défense à l'ex-administrateur provisoire

La défense a tenté à travers les questions adressées au témoin du jour de savoir pourquoi l'Etat n'a pas cherché à sauver Khalifa Bank. Les avo-

cats de Moumène Khalifa sont même allés jusqu'à reprocher à Mohamed Djellab d'avoir encouragé la liquidation à travers le rapport qu'il a établi à l'époque. Ils ont également laissé entendre que l'ex-administrateur provisoire s'est précipité dans ses conclusions, puisque sa mission n'a duré qu'à peine trois mois. Pour réponses, Mohamed Djellab a commencé par préciser qu'il y a différence entre la mission d'un administrateur provisoire et celle d'un liquidateur. Aussi, ajoutait-il, deux propositions ont été émises dans le rapport qu'il a établi pour la commission bancaire. D'abord, la recapitalisation de Khalifa Bank.

Une option qui nécessite la disponibilité de moyens et de ressources, mais aussi et surtout la volonté des actionnaires. En insistant sur le fait que l'on ne pouvait pas aller au-delà de la volonté des actionnaires, il a également souligné que l'Etat est aussi libre d'évaluer une telle option en fonction de ce que représente Khalifa Bank comme valeur économique. C'est-à-dire s'il est économiquement stratégique de la repêcher ou carrément la dissoudre.

La deuxième option va d'ailleurs dans ce sens, à savoir la liquidation. Là encore, Mohamed Djellab pense qu'avec un taux de solvabilité de -25% et un déficit qui reste toujours difficile à évaluer, il n'en pouvait être autrement. La défense ne désespère pas et cite comme exemple les banques publiques qui ont bénéficié de l'effacement des dettes par l'Etat. Pourquoi pas Khalifa Bank ? A ce stade, le procureur général ne pouvait rester sans intervenir et prit la parole malgré les protestations du juge qui voulait en finir avec ce témoignage qui a duré jusqu'en début d'après-midi.

«Monsieur Djellab, est-il possible ou encore raisonnable d'aider une banque alors que ses propres cadres nous ont affirmé déjà à l'époque, mais aussi aujourd'hui, que l'on venait récupérer de l'argent dans des sacs et sans signer le moindre document ?» lance-t-il à l'ex-administrateur provisoire, qui semblait être du même avis.

M. M.

AFFAIRE OULTACHE

10 ans de prison ferme et 1 million de dinars d'amende requis contre les 5 principaux accusés

10 ans de prison ferme et 1 million de dinars d'amende. Ce sont les peines requises contre les 5 principaux accusés du dossier «Oultache».

Il s'agit du colonel Oultache Chouaïb, ancien directeur des études techniques et président de la Commission technique au niveau de la DGSN, de Toufik Sator, le gendre d'Oultache et vice-président de la firme Algerian Business Multimedia (ABM), du P-dg de la firme en question, Mohamed Antri Bouzar, de Daimi Youcef, ancien directeur de l'administration générale de la DGSN, et de Djeider Zerrouk, directeur commercial d'ABM.

8 ans de prison ferme et 100 000 dinars d'amende ont été également requis contre Chorfa Achour, fonctionnaire de la police.

6 ans de prison ferme ont été demandés à l'encontre de 14 inculpés, des fonctionnaires de la police et le procureur a également requis 5 de prison ferme et 50 000 dinars d'amende contre Youcef Khodja Djamel.

Le ministère public a maintenu les accusations précédemment formulées contre les accusés par les instances judiciaires d'Alger où ils ont été jugés d'abord en première instance ensuite en appel par la cour de la capitale. A savoir dilapidation de biens publics, passation illégale de marchés publics, falsification de documents, conflit d'intérêts non signalé et utilisation abusive de la fonction.

Avant de demander ces peines, le procureur a affirmé que les prévenus ont violé la loi notamment celle concernant la concurrence. «Pour permettre à la société ABM de prendre le plus grand nombre de commandes, les lois ont été piétinées», dira-t-il.

Avant ce réquisitoire, maître Benberrah, agissant en qualité de représentant de l'Agence de justice (AJT) qui elle-même, conformément à la loi 63/98 du 8 juin 1963, défend les intérêts du Trésor public de l'Etat, a présenté une demande de 5 millions de dinars comme réparation du préjudice moral causé à la DGNS et, de plus, demande la désignation d'un expert pour évaluer le préjudice matériel et financier. Dans l'après-midi sont attendues les plaidoiries de la défense.

Abachi L.